

## Espaces et tensions de l'anthropologie du travail

### *Un itinéraire de recherche*

Michel Agier (1)

L'exercice présenté ici consiste à reconstruire, *a posteriori*, un itinéraire de recherche. On essaiera d'en retrouver la logique, de chercher les continuités et enchaînements qui ont pu faire avancer la connaissance d'un domaine ou qui ont entraîné des détours et des reproblématisations, même lorsque cela n'était pas si évident au moment même des enquêtes dont on parle maintenant en leur donnant un sens dans l'ensemble du parcours accompli jusqu'ici.

Dans cet exercice, on respectera la chronologie de l'itinéraire, tout en réfléchissant sur les deux questions qui l'ont dominé : celles du travail et de la construction des identités. La nécessaire mise en perspective de l'observation des espaces et rapports de travail se transforme, par enchaînements successifs, en une tension entre les effets d'une perspective globale et l'attention portée aux productions culturelles du travail lui-même.

#### Le travail haoussa

L'enquête réalisée en 1978-1979 auprès des Haoussa de Lomé, au Togo, a été déterminante pour former mon état d'esprit à l'égard de réalités qui, bien que situées en Afrique noire, n'étaient plus classifiables dans le domaine exotique. Je vais donc en parler très brièvement.

Telle qu'elle fut alors conçue, cette enquête se situait dans le cadre des débats autour du secteur informel : on entend par là un domaine d'activités économiques dont l'organisation et le contrôle échappent,

---

(1) ORSTOM, SHADYC, Marseille. Une première version de ce texte a été publiée dans *Les cahiers-pratiques sociales et travail*, ORSTOM/SUD, n° 15, 1991. Merci à Thierry Lulle et Alain Morice pour leurs commentaires et suggestions.

en totalité ou en partie, aux institutions de l'Etat et aux réglementations formelles des rapports de travail. Prenant le cas d'une ethnie connue comme traditionnellement commerçante et dynamique dans l'économie urbaine moderne, il s'agissait d'identifier les ressorts de ce dynamisme, à partir d'une réflexion portant à la fois sur les ethnies marchandes et sur le travail urbain.

On a centré l'étude sur l'observation directe et de longue durée d'un cas concret de réseau marchand (le commerce de bétail), considérant la totalité des relations engagées dans ce réseau. Les rapports de travail y étaient organisés — et enchantés — par des rapports de parenté, d'alliance et de clientèle, dont l'essentiel de la recherche a consisté à comprendre les règles et l'efficacité. De là, l'étude s'est portée sur l'ensemble de ce milieu social qui, dans le même temps, se référerait à un quartier (le *zongo*) et à une codification ethnique (*haoussa*) des relations sociales et économiques. L'affirmation ethnique permettait de marquer les frontières culturelles d'un groupe social et économique qui bénéficiait d'un certain monopole dans une partie des activités urbaines.

En outre, deux éléments se révélèrent être significatifs d'une stratégie ethnique moderne. Premièrement, l'existence et la reproduction d'un quartier propre (fondé à Lomé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) délimitent physiquement les frontières du groupe, et permettent d'associer cette identité à un espace urbain spécifique. Deuxièmement, il existe un prosélytisme haoussa : manipulation possible de l'ethnonyme, qui emprunte les rituels d'intégration religieux (l'islam) tout en se basant sur les relations sociales (alliances politiques et matrimoniales, rapports patrons-clients) qui définissent les cadres permanents de l'insertion sociale dans ce milieu urbain et de la reproduction de son organisation économique.

Dans cette reconstruction identitaire, la culture haoussa offre un ensemble de codes dont la manipulation et les transformations locales permettent de former une éthique spécifique aux gens du *zongo*. Celle-ci est le fruit d'une improvisation, ou d'une réinvention des formes sociales, qui puise sélectivement ses principes dans le stock de références haoussa. Au centre de cette éthique des relations sociales, se trouve l'opposition étranger/autochtone (*bako/arme*), constitutive des États haoussa eux-mêmes. Cette opposition se ré-introduit dans divers autres clivages particulièrement efficaces en milieu loméen : urbains/ruraux, musulmans/païens, commerçants/non commerçants, Haoussa/non Haoussa.

A cette conception du rapport à l'autre (sorte de prémisse de l'univers haoussa), s'associent d'autres représentations, à la fois traditionnelles et reformulées par leur rapport au contexte loméen : la conception d'un territoire urbain, des échanges, de la richesse, des rapports de parenté. Dans ce dernier domaine, il est intéressant de noter les modifications apportées au statut de *mai gida*, originellement chef

de maisonnée. Ce même terme désigne, au *zongo* de Lomé, les fonctions de propriétaire, de logeur et de patron, construisant ainsi une figure centrale et dominante de l'organisation sociale des réseaux et du travail dans le commerce. Polysémie du titre et polyvalence de la fonction vont ensemble, illustrant le caractère total du milieu urbain et de travail observé. L'ensemble des *mái gida* logeurs et patrons composent le groupe des personnages riches et influents (les *manya-manya* : grands, adultes) du *zongo*. A la fois « status group » et classe dirigeante, cette trentaine de *mái gida* contrôle non seulement les activités commerciales et le travail, mais aussi les tensions sociales et politiques internes au *zongo*, ainsi que la plupart des relations de ce milieu avec son extérieur (chambre de commerce, sociétés d'État, police, administration urbaine), laissant peu de place ou peu d'autonomie à la chefferie officielle du quartier.

Cette structure de représentations des relations sociales et de l'identité est suffisamment rigide pour permettre une identification par contraste, et suffisamment souple pour être un repère pour les étrangers, non seulement haoussa, mais aussi « haoussa-isés » (l'expression est d'Abner Cohen, à propos des Haoussa d'Ibadan) : mossi, songhai, peul, kotokoli, etc.

La place centrale du travail dans ces analyses s'imposait d'abord comme une évidence. Elle découlait de la globalité de relations qui pouvaient toujours être classées comme relations de travail (c'était leur forme la plus visible) et aussi bien comme relations sociales ou politiques (desquelles la relation au travail n'est jamais complètement absente). A ce niveau, je peux dire, comme Alain Morice le fait dans sa propre contribution (2), que la question du rapport travail/hors travail ne se posait pas : son appréhension allait de soi, intégrant, comme naturellement, le projet anthropologique. Ce faisant, la recherche des fondements d'un système simultanément système de travail, de parenté, et de contrôle social, conduisait nécessairement à rechercher les règles sociales de ce groupe, en général. Empiriquement parlant, cela signifiait chercher ces règles dans toutes les pratiques où elles pouvaient se donner à voir (mariage, religion, résidence, travail). Du point de vue de l'interprétation, l'enchantement des rapports de travail conduisait nécessairement à un ailleurs, moins immédiatement visible mais central : la structure symbolique des relations sociales et de la reproduction du groupe et du pouvoir. C'est-à-dire, dans le cas du *zongo*, aux domaines théoriques de l'ethnicité et de la territorialité — limites et règles du groupe sous tous leurs aspects — qui définissent la représentation du rapport à l'autre.

En montrant comment le milieu urbain pouvait être un facteur de sur-tribalisation, cette recherche nous amena à penser la possible

---

(2) Voir son article : « Le salariat incomplet comme système de reproduction politique : résumé d'un parcours interprétatif », chapitre 17 dans le présent ouvrage.

modérément des appartenances ethniques, et à commencer à percevoir comment celle-ci impliquait un « travail » des groupes sur leur propre héritage culturel. Questions qui furent reprises dans la suite de cet itinéraire.

### Le rapport travail/hors travail et les espaces ouverts de l'anthropologie

Comment transférer aux milieux salariés une problématique formée dans l'étude des milieux sociaux de l'économie dite informelle ? Les analyses et le choix des pratiques à observer dans les milieux salariés ne changent pas par rapport à la démarche antérieure : il s'agit, en résumé, de la mise en relation des positions familiales, lignagères ou ethniques d'une part, et des positions dans le travail, d'autre part. Cependant, la grande différence (apparente ?) des réalités ainsi observées rend nécessaire une réflexion particulière sur la méthode.

Ce qui, dans l'étude d'un système relativement cohérent (sur les plans social, ethnique et économique) comme l'est celui des Haoussa de Lomé, se présente d'une manière explicite, devient implicite dans l'étude des milieux salariés. On doit passer d'un système global, propice à l'observation ethnologique, à un système décomposé en sphères, en espaces quotidiens distincts (résidence, travail, loisir, etc), chacun définissant un domaine de spécialisation de la sociologie. Il faut donc une espèce de décision méthodologique consistant à centrer la recherche sur la relation travail/hors travail. Ceci afin de dépasser une coupure que le salariat lui-même (par les espaces-temps différents qu'il installe dans le quotidien du salarié), et la connaissance sur le salariat ont créée. Cela permet de rétablir, sur un terrain segmenté en univers de connaissance déjà autonomisés, la globalité du regard anthropologique.

Parallèlement, il est évident que le thème de la relation travail/hors travail est un thème sociologique, ou, au moins, né dans la tradition sociologique. En effet, il est une critique que la sociologie du travail a fait à sa propre pratique de recherche, centrée jusqu'alors sur les lieux de travail, les qualifications, la technologie, les mouvements revendicatifs du travail, etc. Cette critique l'a conduit vers des approches micro-sociologiques et locales. Elle fut aidée en cela par les changements d'une anthropologie passant de plus en plus à des terrains non exotiques (usine, ville, associations professionnelles et locales, etc.) comme autant de défis à ses méthodes et à son utilité sociale.

Il me semble que cette « anthropologisation » de l'enquête sociologique sur le travail — rétablir la totalité du social — a eu un effet pervers, que j'appellerai méthodologisme. On le trouve, en particulier, dans la transformation des histoires de vie (mode de connais-

sance) en un principe d'interprétation autour du « sujet ». On peut reprendre comme position théorique de l'anthropologie cette considération de J. Copans (voir page 394) selon laquelle « la vie des individus ne m'intéresse pas ». L'anthropologie travaille depuis longtemps avec l'histoire orale et les récits de vie (comme modes de connaissance du social) tout en ayant développé par ailleurs (depuis M. Mauss, au moins, et jusqu'à L. Dumont, entre autres) une réflexion sur le statut théorique des notions d'individu et de personne. Il me semble que cette réflexion accumulée permet de faire la relation entre le micro et le macro, en évitant l'impasse de l'opposition entre l'infiniment grand et l'infiniment petit, c'est-à-dire en s'attachant à observer et comprendre les espaces de la médiation réelle du rapport (abstrait) entre la société et l'individu. On peut bien, à chaque nouveau contact observateur/observé, renouveler la réflexion sur le statut d'objets qui parlent et qui pensent, mais faire de l'autonomie du sujet un principe d'interprétation risque de faire perdre de vue ce qui est la question qui nous est toujours posée : celle des logiques sociales et symboliques qui déterminent ces subjectivités multiples et non-sommables, celle des modes (modèles) d'identification et leurs transformations.

L'intérêt méthodologique porté au rapport travail/hors travail pose un autre problème : celui de la centralité de l'entreprise. On voit bien ce que l'observation et l'analyse ethnologiques apportent à la connaissance de l'entreprise et des relations de travail (3). Mais il reste à voir (et dans un débat tout autre que celui du déterminisme économique), ce que la connaissance de l'entreprise et du travail apportent à l'anthropologie. Ce n'est peut-être pas tant le travail, ni le rapport travail/hors travail, qui, en tant qu'abstractions, sont des objets, mais bien l'entreprise, le quartier, la rue, l'atelier, etc., en tant qu'espaces sociaux méthodologiquement isolables. Toute l'efficacité théorique de la démarche dépend alors de la vigilance portée à la construction des espaces sociaux comme objets d'observation et d'interprétation. C'est dans la restitution de la logique interne de ces objets que l'ensemble des questions macrosociologiques (le travail, l'urbanisation, le développement, etc.) peut être passé au crible d'une analyse construite à partir du point de vue des sujets.

En prolongeant cette réflexion à un niveau, non plus méthodologique, mais théorique, on est conduit à poser la question de l'efficacité relative des différents espaces formateurs de l'identité sociale : ville, famille, lignage, travail, État, ethnicité. Par quels mécanismes telle ou telle de ces dimensions de l'existence devient-elle prédomi-

---

(3) La recherche de M. Selim, parce qu'elle a la rigueur nécessaire consistant à maintenir l'analyse centrée sur l'entreprise (questionnée comme « phénomène social total »), tout en puisant ses sources dans tous les champs interférant avec celle-ci, est certainement exemplaire de cette démarche et de son efficacité dans l'étude du monde du travail salarié (Selim, 1991).

nante ? Lequel de ces domaines est privilégié par les individus pour interpréter et faire face aux transformations, sectorielles ou globales, locales ou nationales, des pays où ils vivent ? Comment, à partir de là, se forment les groupes de pression et les mouvements capables d'infléchir les processus sociaux ?

Ces questions, et ces doutes, sur les effets de la relation observateur/observé, et sur le statut de l'enquête dans l'entreprise, ont traversé les recherches suivantes.

### L'autonomie de la personne du travailleur

Les enquêtes menées au Cameroun (en 1981-1983) se sont basées sur une étude comparative de deux situations de travail salarié : une usine filiale de Péchiney et sa cité ouvrière à Édea (Sud-Cameroun) ; une usine de la Sodécoton installée à Kaélé (Nord-Cameroun). L'intérêt de ces enquêtes fut de mettre en évidence un rapport spécifique — et relativement autonome des politiques d'entreprise — entre l'emploi et l'ethnicité, tel qu'il apparaissait dans une série de pratiques possibles : la mise en place de contrôles parallèles sur l'embauche et sur l'organisation du travail, la promotion hors hiérarchie de notables d'entreprise, la valorisation salariale et hiérarchique de compétences ethniques-sociales, le détournement familial ou lignager des politiques salariale et sociale des entreprises les plus modernisantes, etc.

Les cadres ethniques/villageois et industriels/urbains ne s'annulent pas réciproquement. Leur articulation peut bien être harmonieuse ou conflictuelle, dans tous les cas les deux milieux sociaux sont transformés par leurs relations avec l'autre. Nos enquêtes l'ont montré pour ce qui concerne la reproduction, à partir du salaire, de l'économie familiale et des réseaux lignagers. Celle-ci est fonctionnelle dans le cas de la Sodécoton-Kaélé. Là, les bas salaires sont nécessairement complétés par les revenus familiaux, agricoles, des salariés. Dans le même temps, la position des salariés dans leur village se transforme : ils se détachent progressivement de la condition paysanne, peuvent salarier des travailleurs agricoles, composer des familles polygames plus grandes. Sans vouloir nécessairement renoncer aux avantages du statut villageois, ils peuvent finalement acheter un terrain dans la ville même de Kaélé, et grossir ainsi le « quartier Sodécoton » où se retrouve la plupart des salariés de l'usine habitant en ville...

Cette même relation est apparemment conflictuelle dans le cas des travailleurs de l'usine et de la cité Alucam (Péchiney) à Édea. Leurs pratiques résidentielles et de redistribution opèrent un détournement des objectifs de la politique salariale et sociale de l'entreprise. Au lieu de rendre les salariés plus liés à leur employeur, à leur

travail et à leur salaire, ces usages tendent à renforcer le statut familial des salariés et permettent le développement de solutions économiques et résidentielles liées à ce statut et hors du salariat. Ces stratégies centrées sur le statut ethnique ou lignager reposent cependant sur une valorisation sociale et symbolique de la position de citoyen salarié. Plus les charges de statut s'élèvent, plus le salaire devient nécessaire...

Si les conflits apparents qui découlent de ce détournement (perceptibles notamment dans la vie quotidienne de la cité ouvrière) ne sont pas nécessairement des contradictions fondamentales (l'intérêt de l'entreprise s'y retrouve indirectement), ils mettent néanmoins en évidence des espaces d'autonomie — autonomie non pas tant du sujet, mais d'une personne pour qui la construction identitaire se réfère à plusieurs sphères de représentations du devoir et du pouvoir.

Ainsi, les manifestations d'autonomie des salariés représentent encore un espace sous contrôle : contrôle diffus ou explicite des comportements, opérés par les alliés villageois, contrôle des idées et projets, par le biais des prescriptions villageoises incorporées par les individus.

### Identité ouvrière et statut lignager

Les enquêtes au Cameroun ont montré :

1) que l'identité ouvrière est toujours virtuellement ou concrètement provisoire, précaire, ou, pour le moins, sur-déterminée par les logiques des agents qui passent à l'usine sans nécessairement avoir le projet, ou le seul projet, d'y rester et d'y ancrer toute leur identité sociale. Cela peut valoir, en théorie, comme une hypothèse générale ;

2) inversement, ce passage à l'usine n'est pas sans effet sur les statuts donnés par l'origine des salariés. Volontairement ou non, les composantes de l'identité se transforment. Même si un cadet ne devient pas aîné en devenant salarié, il peut modifier l'efficacité des règles de relations sociales de son groupe, en modifiant son propre statut (prestige et pouvoir dans ce même groupe). C'est alors paradoxalement dans l'ancrage lignager des sujets que se trouve le principe de leur intérêt et attachement pour le statut de salarié. Et dans cet attachement, se trouve le principe de la transformation du travailleur en un acteur de changements dans l'univers lignager.

### L'entreprise industrielle comme objet ethnologique

La recherche menée dans l'entreprise « Brasserie du Bénin » de Lomé et parmi ses travailleurs (4) nous a fait entrer dans le domaine de l'anthropologie industrielle, prenant l'espace de travail — l'usine et ses relations — comme objet d'ethnologie. En contre-point, l'enquête allait porter un regard méthodologiquement identique sur les espaces de résidence des salariés.

L'enquête menée dans l'usine se présentait comme un exercice dont les questions étaient les suivantes : si l'usine est un univers de relations, quelle est la structure de ces relations, et où se produit, du point de vue de cet espace, une interférence des déterminations hors-travail ?

L'enquête a identifié trois types d'espace-temps-pratiques, dont la fonction est de réaliser — de mettre en pratique — la logique fonctionnelle de l'entreprise : l'espace-machine, l'espace-chaîne et l'espace-atelier. De fortes différences catégorielles, salariales, biographiques et relationnelles étaient perceptibles, parmi la main d'œuvre, entre ces trois espaces. Mais, avec des degrés divers de liberté de mouvement, d'initiative et de communication, l'ensemble se présentait comme un système de contraintes exogène, fixe et incontournable. C'est du moins ce à quoi nous conduisait l'observation centrée sur l'espace de travail. De ce point de vue, l'enquête ne pouvait qu'essayer de repérer des espèces d'interstices : domaines où l'intervention de la société hors-entreprise est nécessaire ou tolérée, et où l'on pouvait rencontrer des formes particulières d'un rapport entre les systèmes lignagers locaux et les cadres du travail.

Dans certaines limites, l'embauche et la discipline sont deux domaines qui mettent en scène cette relation. Un vaste réseau d'embauche a pu être ainsi recomposé, centré sur un notable local qui avait joué un rôle important dans l'attribution du terrain sur lequel avait été construite l'usine, et qui avait, en quelque sorte, monnayé ce terrain contre le recrutement de ses protégés.

Quant à la question de la discipline, il apparut que la direction de l'entreprise s'appuyait sur un noyau d'anciens qui jouait un rôle important d'intégration, de formation et de contrôle des nouveaux.

Ces deux éléments, dans un premier temps, nous parurent assez pauvres — ou, du moins, d'une efficacité peu perceptible (encore que le deuxième point concernant l'intégration et la discipline annonçait diverses possibilités interprétatives).

Tout cela mettait en évidence la nécessité d'inverser le propos (et l'observation) pour comprendre, du point de vue des lignées et des

---

(4) Enquête conçue et réalisée avec Thierry Lulle, et menée en 1984-1985.

trajectoires de mobilité sociale des travailleurs, comment se constituait, hors-travail, les fondements de la vie de l'entreprise, ses distinctions et sa paix sociale.

### Les lignages et les ethnies comme opérateurs de distinctions internes au monde du travail salarié

Une dizaine d'études de cas approfondies furent réalisées pour saisir les trajectoires et les composantes urbaines et familiales de la vie d'un échantillon de salariés de cette usine, enquêtés dans leur cadre résidentiel. Les cas étudiés furent situés entre deux pôles d'interprétation : celui des héritiers (la salarisation et la mobilité sociale s'appuient sur un fonds lignager structurant et plus ou moins valorisé) ; et celui des prolétaires (l'insertion professionnelle et l'itinéraire familial et résidentiel se déroulent à partir d'un détachement initial des cadres ethniques d'origine). Trois types de croisement possibles furent alors analysés : héritage sans mobilité, héritage et mobilité, mobilité sans héritage,

Ces articulations permirent de revenir différemment à l'espace de travail et d'introduire l'analyse dans ses clivages internes. Par exemple : le sens différent donné au salaire ; la rivalité entre les compétences techniques (issues de la scolarisation et de la formation professionnelle) et les compétences sociales (personnalisation de la relation à l'employeur et docilité politique) ; la formation de sous-ensembles solidaires (le noyau d'anciens, l'ensemble des jeunes travailleurs scolarisés, le groupe des protégés du réseau d'embauche local).

Sans former précisément des catégories, ces différents types de relation entre la vie de travail et l'univers lignager/ethnique indiquent diverses façons de concevoir et vivre le statut urbain d'ouvrier salarié.

Enfin, on put observer une relation différente à l'ethnicité, une fois celle-ci mise en perspective par la référence aux deux pôles d'identification : dans un cas, elle tend à exister sur le mode d'une réalité lignagère structurante, dans un autre comme une forme d'intégration urbaine par l'adhésion aux associations ethniques urbaines. L'État se retrouve « au cœur » de ces ethnicités : il les accepte ou les suscite d'autant plus qu'il puise sa légitimité paternaliste et traditionnelle en se situant au sommet des valeurs et des hiérarchies ethniques. Ainsi se trouve-t-il légitime d'intervenir directement dans les quelques désordres de l'entreprise (5).

Dans le cas étudié à Lomé, l'espace de travail comme un tout

---

(5) On se réfère ici à l'arrêt de l'unique mouvement de grève de l'entreprise par intervention directe du président de la République et du chef des forces armées.

— dans ses relations, ses clivages et ses conflits — est donc encore un domaine d'efficacité de l'ethnicité, que celle-ci soit maintenue et reproduite sur le mode segmentaire, ou perdue puis ré-inventée sur le mode associatif, ou enfin qu'elle soit politiquement manipulée comme discours de légitimation du maintien de l'ordre dans la société — et dans l'usine.

Au terme de ces trois enquêtes (Haoussa de Lomé, Cameroun, Brasserie du Bénin de Lomé), on pouvait simplement confirmer que l'espace de travail, comme tous les objets construits de l'observation ethnologique, avait un caractère centrifuge (Althabe 1987). L'intérêt de l'enquête menée avec Thierry Lulle à la Brasserie du Bénin était de fournir une démonstration empirique claire pour ce qui est des espaces industriels.

Cette immersion des espaces de travail dans le réseau complexe des espaces sociaux du quotidien nous faisait questionner la pertinence de la notion de hors-travail : pouvait-elle être autre chose qu'une bannière méthodologique circonstancielle ? Ne fallait-il pas revenir, plus simplement, à un anthropologie du social, qui peut opérer sur différents espaces, pour autant qu'ils soient toujours re-situés dans les cadres totaux de l'observation ?

### Le statut des ouvriers dans les relations sociales urbaines

La recherche menée à Bahia (6) m'a permis d'aller un peu plus loin dans cette réflexion. Elle s'est d'abord insérée dans un vaste programme local sur le Pôle pétrochimique de Salvador, qui indiquait d'emblée quelques thèmes « chauds » à traiter : l'industrie de pointe installée massivement dans les années 70 ; la nouvelle classe ouvrière, qui était devenue un des principaux acteurs politiques de la ville, dotée, en outre, d'un poids numérique relativement important. Ce programme avait alors trois volets : une étude sur la main d'œuvre en général, ses caractéristiques socio-économiques et sa représentation syndicale (Nadya Castro) ; une étude sur la gestion des entreprises et l'organisation du travail (Antonio Sergio Guimarães) ; et une étude, que j'allais avoir en charge, sur « les pratiques familiales et culturelles » des travailleurs.

Sous cet intitulé vague, il s'est agit, par divers types d'observation, de re-situer les travailleurs du Pôle pétrochimique (et, en général, des nouvelles industries bahianaises : pétrole, pétrochimie, plastique, métallurgie, principalement) dans le contexte des relations urbaines

---

(6) A l'Université fédérale de Bahia de 1986 à 1992.

et du système local de statuts. Les nouveaux ouvriers bahianais forment-ils un « status group » ? Comment leur identité de classe opère-t-elle dans la structure sociale urbaine ? Peut-on isoler leurs pratiques sociales en général (professionnelles, résidentielles, familiales, relationnelles et culturelles) dans le système local des symboles sociaux et des statuts ?

On a d'abord délimité un objet empirique urbain qui permette de dialoguer avec les autres volets de la recherche : un îlot résidentiel d'environ 2 000 habitants, dans le quartier de Liberdade, à Salvador. Ce quartier, formé au début du siècle dans le prolongement de l'ancien centre de la ville, comprend actuellement environ 130 000 habitants, des familles pauvres ou à faibles revenus, une population principalement noire et mulâtre. Ce quartier vient en tête pour ce qui concerne les lieux de résidence de la main d'œuvre des industries récentes de la région de Salvador (entre 6 % et 10 % selon les sources et selon l'éventail d'entreprises considérées).

Une première question consista à étudier, à partir d'un point de vue monographique, comment les familles entrent dans un ample processus de mobilité (sociale et résidentielle) et de recomposition du statut, à partir d'une insertion dans les nouvelles industries bahianaises.

### L'intérêt d'étudier des trajectoires d'ouvriers

Cela nécessitait d'abord d'identifier les possibilités de passage à des trajectoires professionnelles stratégiquement ou nécessairement confondues avec les carrières dans ce secteur. On a, pour cela, réalisé l'étude de 25 trajectoires (professionnelles, résidentielles, et familiales) de travailleurs des nouvelles industries résidant dans le sous-quartier pris comme unité d'enquête. C'est cette unité d'enquête-ci (l'îlot résidentiel du quartier de Liberdade) qui allait servir de repère méthodologique pour donner sens aux trajectoires, et faire à partir d'elles le rapport travail/hors travail.

L'analyse a consisté à identifier, dans ces trajectoires, quelques régularités : des phases d'initiation (au travail industriel, aux rythmes du salariat, aux savoirs et à la discipline des entreprises), des phases de ruptures convergentes (spécialisation professionnelle, mariage, premier enfant, installation résidentielle de la nouvelle famille, syndicalisation) et de linéarité (la trajectoire professionnelle devient ouvrière et l'ensemble des projets sociaux de la famille deviennent fonction de la carrière). Dans ce cadre, la spécialisation professionnelle représente un marqueur culturel décisif pour l'identification avec la nou-

velle classe ouvrière bahianaise ; elle situe les nouveaux ouvriers du côté de la modernité.

Il s'agit là d'une espèce de grille d'analyse, une construction de modèles d'interprétation, qui permet de lire la diversité des trajectoires passées et des destins sociaux parmi une population de travailleurs fortement hétérogène, tant sur le plan professionnel que social : travailleurs permanents et de la sous-traitance, travailleurs « formés » (dotés de diplômes scolaires et/ou professionnels) ou non « formés », originaires de la « petite classe moyenne appauvrie » et originaires de milieux pauvres, etc.

Elle permet, en même temps, de repérer, dans cette diversité, un modèle central et un type de trajectoire où se formait le segment (pour parler en termes de catégorie) et le mode d'identification fournissant la référence dominante de cette nouvelle classe ouvrière considérée comme groupe de statut et comme acteur politique : c'est la figure (ambiguë et conflictuelle) de l'ouvrier technicien (l'opérateur de process) dont la caractérisation nécessita de recouper ces trajectoires avec les études menées par ailleurs sur le système hiérarchique et les conflits de l'entreprise.

### Le micro et le macro

Deuxième question de cette recherche : en la situant dans un milieu social urbain donné (quartier populaire, noir, entre la pauvreté et la petite classe moyenne), on s'engageait nécessairement à comprendre les différents mécanismes de mobilité du point de vue des classements sociaux opérés par ce milieu. Cela revenait, de fait, à comprendre cette mobilité et ses effets à partir des familles et dans le cadre du familialisme des relations sociales urbaines.

En effet, les classements sociaux opérés à l'échelle du quartier observé distinguent les « familles nécessiteuses », les « familles équilibrées » et les « familles de la place » (ou « du haut »), traditionnellement dominantes. En même temps que la vie du quartier est marquée par un réseau dense de relations familiales, de compérage, et d'amitiés qui mettent en relation les différentes classes de familles (par exemple, les familles nécessiteuses ont leurs parrains — parents ou non — dans la classe des familles équilibrées, et trouvent des employeurs parmi les familles de la place), le classement se fait à partir d'un certain nombre de signes relativement précis : la localisation et l'état de la maison, le sexe du chef de ménage, les dépenses d'ostentation, la position dominante ou dépendante dans les réseaux locaux d'entraide et de pouvoir, la scolarisation des enfants.

Dans ce cadre, les familles dites nécessiteuses représentent le pôle négatif du quartier, repoussoir et référence présente dans le souvenir ou les relations des autres familles. Les familles équilibrées, groupe intermédiaire du quartier, oscillent entre le rappel de la pauvreté et l'image globalement dominante de la classe moyenne. Et les nouvelles familles ouvrières cherchent leur place. Généralement originaires des familles équilibrées (aux revenus faibles mais stables), leur revenu peut parfois dépasser celui des familles traditionnellement dominantes (familles de commerçants, fonctionnaires, petits entrepreneurs).

L'attitude logique consiste, tendanciellement, à quitter le quartier pour aller vers de nouveaux espaces qui correspondent à leur nouveau style de vie. Ceux qui restent introduisent dans le quartier de Liberdade des pratiques inusitées : achat et reconstruction rapide de maisons soignées, à étage ; location de maisons ; diminution de l'importance économique des réseaux familiaux environnants ; développement de familles nucléaires, avec peu d'enfants, et où la part des *agregados* est inférieure à celle des autres maisons ; stabilité des unions matrimoniales et réalisation de la figure du père pourvoyeur ; institutionnalisation de la famille par la pratique du mariage civil.

Toutes ces pratiques deviennent, un peu par contraste, des symboles sociaux d'une distinction urbaine de la nouvelle classe ouvrière. Pour autant, ce ne sont pas des traits culturels propres à cette catégorie de travailleurs. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'une insertion stable dans la collectivité industrielle du Pôle et des industries récentes permet à leurs familles de mieux réaliser ces changements et de développer ces signes — dont l'interprétation peut s'appliquer à l'ensemble de la société bahianaise actuelle, en pleine mutation de sa structure productive et à la recherche d'une identité moderne.

Il était nécessaire, à ce niveau de l'analyse, d'incorporer la dimension macro, pour resituer localement la signification de tous les petits signes de distinction repérés dans les familles ouvrières par comparaison aux autres familles d'un quartier populaire. Cela revenait à repenser ces changements dans le cadre de la question politique (très brésilienne, au moins dans sa formulation) de l'exclusion et de sa réplique — la citoyenneté —, qui traversent les relations sociales urbaines et dominent les clivages statutaires.

En effet, la différenciation sociale des nouvelles familles ouvrières, observée dans le contexte urbain populaire, se situe d'emblée dans une problématique d'intégration, c'est-à-dire d'accès aux canaux formels/institutionnels de reconnaissance, par l'État, de l'individu et de sa position sociale, de ses droits sociaux et de son rôle dans la vie de la cité. Ce sont les « identités sociales politiquement informées » dont parle R. Da Matta (1985 : 57), c'est-à-dire dont l'enjeu

est l'accès à une citoyenneté toujours à conquérir et inégalement offerte aux différentes catégories professionnelles et strates sociales.

Dans ce cadre, l'identité professionnelle occupe une place décisive. Autant qu'un salaire et une certaine stabilité économique du ménage, l'emploi salarié, tel qu'il s'est développé depuis une trentaine d'années dans la région de Salvador (emploi industriel, mais aussi dans les secteurs modernisés des services, des banques, du commerce : en passant à ce niveau d'analyse, il devient nécessaire d'élargir et de diversifier la référence au travail), présente trois caractères qui le rendent central dans la recomposition de l'ordre des symboles sociaux. En premier lieu, en l'absence d'un État providence et protecteur, la carte professionnelle a valeur de carte d'identité : les noms de catégories professionnelles deviennent des titres sociaux.

En deuxième lieu, le sur-salaire, — bien qu'avec de fortes variations suivant les secteurs d'emploi et les types d'employeur — signifie l'accès à des services sociaux qui échappent à la grande masse de la population : aide à la scolarisation des enfants, accès direct aux soins de santé, transport résidence/entreprise, alimentation, aide à l'accès à la propriété, loisirs organisés. Cet accès permet de franchir la barrière de la citoyenneté pour ce qui est de sa composante sociale, laissant l'étiquette de l'exclusion à ceux qui ne parviennent pas à se former une identité sociale professionnelle.

Enfin, troisième contenu de l'identité professionnelle, l'identité de « classe » se construit comme une forme de différenciation statutaire et politique. L'insertion dans les rapports institutionnalisés de classe (où la notion d'institutionnalisation pèse plus que la notion de classe), même si cela se fait par le bas des hiérarchies professionnelles, transforme la relation politique de l'individu à l'État. La possibilité d'être représenté par une collectivité englobante donne une identité politique (au sens large, celui que traduit la notion locale de citoyenneté) aux individus ainsi classés.

On a là deux genres d'usage des nouvelles identités professionnelles. Premièrement, un usage statutaire (dans les deux premiers caractères soulignés ci-dessus) ; deuxièmement un usage plus directement politique (dans le troisième caractère ci-dessus).

Dans ces conditions, les travailleurs du Pôle pétrochimique et des entreprises comparables (pétrole, plastique, métallurgie), même classés parmi le « peuple » et la « classe travailleuse », se trouvent à la pointe d'une modernité sociale et politique vers laquelle voudrait tendre la société brésilienne d'après la dictature. De cette modernité, la masse des citadins est tenue à l'écart. C'est ce qui explique le poids politique local de ces nouveaux ouvriers, et leur donne une place dans la structure sociale plus importante que celle que l'on pourrait déduire de leur seul nombre.

## Statuts, racisme et culture

Quand on passe, comme on l'a fait dans la recherche présentée ci-dessus, du travail aux identités professionnelles localement interprétées, et de celles-ci aux identités sociales, et donc à la question des statuts sociaux, on doit nécessairement tenir compte du fait que le Brésil, et Bahia en particulier, sont une société à la fois métisse et pluri- raciale, née avec l'esclavage comme système d'organisation sociale de la production. La longue histoire des relations raciales à Bahia a abouti à deux données culturelles que toute analyse des rapports sociaux doit nécessairement intégrer. Il s'agit, d'une part, de la racialisation des statuts, qui fonctionne comme une espèce de naturalisation des positions sociales : présents dans les différents secteurs d'activités, les noirs se trouvent aussi cantonnés dans des positions inférieures ou subalternes. C'est ce qu'au Brésil, on appelle « la place du noir », en bas des hiérarchies sociales et hors du pouvoir. D'autre part, il s'agit de la présence, parmi les nouveaux acteurs politiques locaux, d'un mouvement autour de la négritude. Mouvement qui nous ramène, à partir d'autres réalités, à la question de l'ethnicité.

Pour traiter cette question dans le cas bahianais, on doit passer par trois ordres de réflexion : 1) quelles sont les formes spécifiques du racisme brésilien/bahianais ? 2) Quelle relecture ethnique (ou raciale) peut-on faire des recompositions sociales en cours à Salvador de Bahia ? 3) Comment se construit la nouvelle différence « nègre » à Bahia ?

En cherchant à savoir comment se construit le nouvel espace afro-bahianais, on reste bien, d'une certaine façon, sur le terrain des statuts sociaux, déjà abordé du point de vue du travail et des identités professionnelles localement significatives. Seulement, plutôt que d'en rester au seul rapport travail/hors-travail (qui serait, à ce niveau-là, d'une portée interprétative limitée), la recherche doit construire, comme objet, tout l'espace social de la négritude, c'est-à-dire ses différentes dimensions (du point de vue du racialisme, du point de vue des positions sociales, du point de vue culturel) et ses différents champs : les milieux religieux (candomblé), celui des groupes culturels afro, celui des groupes et leaders politiques noirs. La question politique sous-jacente (celle, encore, de la citoyenneté) implique, en particulier, d'analyser les usages politiques de la culture afro-brésilienne et sa transformation en culture « nègre ».

Est-il suffisant de justifier ce prolongement de la recherche par la seule évidence de l'empirie ? Ou de dire qu'on réintroduit une dimension, ethnico-raciale, qui fut d'abord artificiellement écartée ? Le détour par l'analyse du poids des trajectoires et identités professionnelles dans la construction actuelle des relations sociales à Bahia était-il indispensable pour arriver à cette conviction que ce qui a fait,

et fait encore, marcher la société bahianaise est, en bonne partie sinon centralement, la peur (blanche) du (pouvoir) noir ?

Sans pouvoir aujourd'hui répondre d'une manière satisfaisante à ces questions, on peut tenter d'anticiper un peu la conclusion (en cours) de cette recherche, et imaginer ainsi la cohérence (ou la synthèse), produites *a posteriori*, d'une démarche apparemment guidée par l'empirisme.

Face à une situation locale précise, on tente de répondre à la question, signalée plus haut, de l'efficacité relative des différents espaces de l'identité et, à partir de là, de dénouer les mécanismes de formation des groupes de pression et des mouvements capables d'infléchir le cours des processus sociaux. Dans ce cadre, trois éléments de la vie urbaine paraissent, dans le cas bahianais, durablement déterminants :

1) Le familialisme des relations sociales urbaines : il engendre aussi bien la permanence du clientélisme et du régime de la faveur dans la gestion des affaires économiques et politiques, que la permanence d'un sentiment communautaire propice à la formation d'innombrables associations au niveau micro-local. Au contraire, la citoyenneté salariale, qu'incarne typiquement la trajectoire des nouvelles familles ouvrières bahianaises, est soumise aux flux et reflux d'une économie qui ne garantit pas la pérennité des identités et projets professionnels. De cette tension entre une citoyenneté salariale et une citoyenneté urbaine, il ressort que l'accès au respect et aux droits sociaux des individus passe, en général, par des filières plus collectives qu'individuelles, plus relationnelles que contractuelles, plus urbaines que professionnelles. Dans l'instabilité des conjonctures économiques et sociales, ce qui dure semble être l'usage politique du sentiment communautaire urbain à base familialiste.

2) Même s'il est réalisé d'une manière précaire, partielle et minoritaire, le modèle de la citoyenneté salariale a diffusé des normes, aujourd'hui à l'usage des individus et des groupes. Support idéologique des changements des années 50-80 à Bahia, la modernité forme aujourd'hui la principale référence des projets et des luttes pour le statut qui touchent les divers milieux sociaux urbains, notamment ceux qui étaient jusqu'alors cantonnés dans la simple exclusion.

3) Dans ce contexte, l'existence d'anciennes et fortes différences raciales permet les retournements actuels. Disposant d'un ample fonds culturel afro-brésilien, la population noire et métisse peut réinterpréter cet héritage en termes politico-raciaux, c'est-à-dire comme le patrimoine exclusif d'une communauté socialement stigmatisée par la couleur. Cette ethnopolitique, fondée sur des mouvements communautaires et des luttes statutaires, crée un espace à part dans la vie urbaine et dans le système local des identités. Pour s'affirmer, ces mouvements doivent accentuer leur spécificité culturelle (transformant cette culture de l'intérieur), voire prôner une auto-exclusion. Il reste que

cette forme — collective, relationnelle et urbaine — de réinvention d'une tradition, d'une différence et d'une communauté, semble correspondre à la logique brésilienne de participation sociale, indéfiniment fragmentée.

Ainsi, dans la tension créée par la mise en perspective des espaces de travail, ce parcours commence et se termine sur la question de l'ethnicité. De la sur-tribalisation des Haoussa de Lomé, au Togo, à la recherche systématique d'une différence totale dans les milieux afro-bahianais, au Brésil, je peux dire que c'est l'imposition du réel qui m'y a conduit. Je peux dire aussi que c'est le simple effet d'une recherche sur la construction des identités qui, échappant aux seuls espaces de travail, essaie de rendre compte du jeu complexe des appartenances dans chaque théorie locale. Le jeu des positions sociales et des identités culturelles (avec toutes les inventions et manipulations que ce dernier domaine contient) nous semble être une articulation centrale, en particulier pour comprendre le développement et le poids des nouvelles ethnicités urbaines. On essaie ainsi d'atteindre le domaine moins visible — même s'il se traduit parfois, mais pas nécessairement, dans des mouvements dotés d'une grande visibilité politique — des sentiments d'appartenance et de l'usage des traditions comme symboles actuels et urbains de la différence. Ces médiations diverses du rapport de l'individu à la société produisent des espaces-temps communautaires qui forment, dans les sociétés que l'on a étudiées, un cadre moderne de la participation sociale.

### Références bibliographiques

NB : Outre les références citées dans cet article, on indique ci-dessous quelques unes des publications que l'on a produites sur les recherches présentées ici et qui permettent de mieux accompagner ce parcours et les réflexions qu'il a suscitées.

AGIER M., *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Éditions de l'ORSTOM, Mémoire n° 99, Paris, 1983, 317 p.

AGIER M., « Usines, familles et ouvriers au Cameroun », in Agier M., Copans J., Morice A. (Études réunies et présentées par) : *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Karthala/ORSTOM, Paris, 1987, pp. 141-181.

AGIER M., « Formes de travail et identités — recherche d'une perspective anthropologique » (Introduction du recueil : « Travail et identités dans les villes du tiers-monde »), *Cahiers des sciences humaines*, XXIII, n° 1, 1987, pp. 3-12.

AGIER M., « Ethnopolitique — Racisme, statuts et mouvement noir à Bahia », *Cahiers d'études africaines*, vol. XXXII, n° 1, 1992, pp. 53-81.

- AGIER M., « L'emprise urbaine — Famille, familialisme et modernité à Bahia (Brésil) », *Cahiers des sciences humaines*, XXVIII, n° 2-3, 1992, pp. 413-437.
- AGIER M., LULLE T., « Héritiers et prolétaires — Travail, mobilité sociale et vies de familles à Lomé (Togo) », *Cahiers des sciences humaines*, XXIII, n° 2, Paris, 1987, pp. 215-241.
- AGIER M. et GUIMARÃES A., « Alchimie ouvrière — Techniciens et peões dans l'industrie de process à Salvador de Bahia », *Sociologie du travail*, XXXIII, n° 3, 1991, pp. 351-374.
- ALTHABE G., « L'ethnologue, l'entreprise, la société industrielle. » Entretien avec Gérard Althabe, réalisé par Monique Selim », *Bulletin de l'Association française des anthropologues*, n° 26-27, 1987, pp. 31-45.
- COPANS J., « L'insoutenable ambiguïté du récit biographique ». Voir le chapitre 16.
- DA MATTA R. « A questão da cidadania num universo relacional », in *A casa e a rua*, São Paulo, Brasiliense, 1985, pp. 55-80.
- MORICE A., « Le salariat incomplet comme système de reproduction politique ; résumé d'un parcours interprétatif ». Voir le chapitre 17.
- SELIM M., *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh — Ethnologie d'une entreprise*, Paris, L'Harmattan, 1991.